

« Préservons les enfants de 3 ans d'une anthropométrie performative et comportementale »

Il y a seize ans était lancé un appel « [Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans](#) », bientôt signé par 200 000 personnes, face aux vellétés du ministre de l'intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, de repérer dans les crèches et les écoles maternelles les enfants censés porter dès 3 ans dans leur comportement les « *avant-stigmates* » d'une évolution délinquante ultérieure. Le ministre invoquait les recommandations d'une expertise de l'[Inserm](#) préconisant notamment d' « *introduire quelques items adaptés à l'âge [de 36 mois] dans le cadre des bilans figurant dans le carnet de santé pour repérer les signes précurseurs du trouble des conduites : (...) refuse d'obéir, n'a pas de remords, ne change pas sa conduite, ne peut rester en place, n'attend pas son tour* ».

Effet Pygmalion

Outre l'instrumentalisation politique et la déviation « *sécuritaire* » de la prévention, outre sa vision déterministe concernant le devenir anti-social, les performances scolaires, voire la santé mentale de très jeunes enfants, la critique portait sur les impacts délétères de l'effet de prophétie auto-réalisatrice, largement démontrés par la recherche sociologique, pédagogique et psychologique, autrement nommé [effet Pygmalion](#). Dans la foulée de l'expertise Inserm, des grilles d'évaluation comportementale étaient apparues en école maternelle, les enseignants étant incités à compléter des items tels que : « *Pleure ou rit trop, facilement triste* », « *suce son pouce, se sépare difficilement d'un objet familier* », « *accuse les autres, ne reconnaît pas ses erreurs* », « *pense qu'il ne pourra pas réussir* »...

Or la petite enfance est caractérisée par une porosité indispensable et une réactivité salutaire aux observations, aux paroles et aux attentes des adultes, comme aux comparaisons avec les autres enfants et au climat de l'environnement social. Se sentir mesuré inquiète les enfants, qui, par peur de décevoir ou par incompréhension quant au regard ainsi posé sur eux, peuvent réagir par de l'agitation ou de l'inhibition et se sentir insécurisés face à ceux qui ont pour mission de les accueillir et de les rassurer. Alors, pour résoudre cette tension, l'enfant risque de se conformer aux appréciations implicites découlant des grilles d'observation standardisées et des obnubilations inquiètes des adultes. Le Comité consultatif national d'éthique avait

clairement attiré l'attention de tous sur ce risque en indiquant que « *la réduction d'une personne à des paramètres fragmentaires comporte toujours des risques d'interprétation arbitraire et d'exclusion* ».

Devant la levée de boucliers de très nombreux parents, professionnels, scientifiques et de l'opinion publique, le gouvernement avait alors retiré son projet de dépister les futurs délinquants à 3 ans et les outils au service de ce dessein n'avaient pas fait florès.

Retour à la case départ

Et voici que seize années plus tard, les supposés délinquants d'hier devenus avant tout une jeunesse confrontée à une crise sanitaire majeure, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, forme le projet de constituer un suivi longitudinal portant sur une cohorte de 35 000 enfants à partir de leurs 3 ans, à l'aide notamment d'une grille d'observation confiée aux enseignants. Ces derniers devraient ainsi caractériser le comportement de chaque tout jeune élève en indiquant si, souvent, parfois, jamais, celui-ci « *coupe la parole* », « *quitte l'activité avant de l'avoir achevée* », « *est contrarié si les plans ont changé* », « *a facilement les larmes aux yeux* », « *trouve des idées pour jouer ou s'occuper* », « *est facilement distrait par ce qui se passe autour* »...

Des attitudes somme toute parfaitement banales et habituelles à cet âge, ne pouvant raisonnablement pas être séparées du contexte dans lequel elles apparaissent. Retour pourtant à la case départ pour ces enfants qui, dès trois ans, subiraient cette anthropométrie performative et comportementale à haut risque pour leur devenir scolaire et social comme le démontrent, encore une fois et parmi tant d'autres, les travaux de recherche en psychologie sociale de [Robert Rosenthal](#) et ceux rapportés par le [Comité consultatif national d'éthique](#).

Utilité pédagogique contestable

Quant à l'utilité pédagogique de telles observations comportementales, elle est particulièrement contestable. Il vaut toujours mieux, en effet, pour soutenir réellement un enfant, s'interroger sur les tâches dans lesquelles il s'engage facilement et pour lesquelles il fournit volontiers les efforts qui lui permettront de réussir. On apprend toujours plus en identifiant ses réussites qu'en comptabilisant ses échecs. Une démarche qui consiste à épinglez les dysfonctionnements des enfants n'est évidemment pas porteuse de dynamiques d'apprentissage, tant au plan individuel pour chaque élève qu'au plan collectif, celui – si essentiel à l'école – de l'ensemble d'une classe et de ses enseignants.

Des réserves importantes concernent également la scientificité de cette méthode de recherche : degré de pertinence des variables qui seraient extraites de toute référence à leur signification et à leur contexte.

Il est encore temps pour le ministre de l'Éducation nationale de renoncer à l'usage de tels outils et de construire avec l'ensemble des acteurs de l'école et de l'enfance de véritables projets de recherche qui ne mettent en péril ni l'avenir scolaire de chaque

enfant ni la validité scientifique des résultats qui en sont attendus. L'enjeu qui consiste à toujours faire crédit aux jeunes enfants d'un avenir ouvert est de taille pour tous les praticiens et les chercheurs en santé, en pédagogie et en psychologie, ainsi que pour les familles et pour le monde de l'école et de l'éducation.

Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'Éducation nationale; **Agnès Florin**, professeure émérite de psychologie de l'enfant et de l'éducation, université de Nantes; **Sylvain Grandserre**, maître d'école et auteur; **Christine Hélot**, professeure en sciences du langage, université de Strasbourg; **Evelyne Lenoble**, pédopsychiatre, ex-responsable du centre référent pour les troubles du langage et des apprentissages, hôpital Sainte-Anne; **Sophie Marinopoulos**, psychologue, psychanalyste, présidente de la Fédération nationale prévention promotion santé psychique, directrice de l'association Les Pâtes au Beurre; **Philippe Meirieu**, professeur en sciences de l'éducation, président des Céméa (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active); **Pierre Suesser**, pédiatre en protection maternelle et infantile, co-président du Syndicat national des médecins de PMI; **Chantal Zaouche**, professeure de psychologie de l'enfant, université de Toulouse